

## TABLE DES MATIÈRES

### TITRE PRÉLIMINAIRE

#### L'ARRIÈRE-PLAN CONSTITUTIONNEL ET QUASI CONSTITUTIONNEL EN DROIT DU TRAVAIL

Chapitre 1 : Le partage de la compétence législative . . . . .	3
I- Les principes . . . . .	3
A. La compétence usuelle des provinces . . . . .	4
B. La compétence fédérale d'exception . . . . .	7
1. La compétence directe . . . . .	7
2. La compétence incidente . . . . .	12
II- L'application . . . . .	16
A. La qualification constitutionnelle . . . . .	16
1. La qualification de la loi . . . . .	16
2. La qualification de l'entreprise . . . . .	17
B. Les exigences procédurales . . . . .	25
C. Le changement de compétence législative . . . . .	25
Chapitre 2 : Les chartes des droits et libertés . . . . .	27
I- Les aires d'application . . . . .	28
A. La <i>Charte canadienne des droits et libertés</i> . . . . .	28
B. La <i>Charte des droits et libertés de la personne</i> . . . . .	31
II- Les droits et libertés garantis . . . . .	31
A. Le droit à l'égalité . . . . .	32
1. L'interdiction de discrimination . . . . .	33

a)	La notion de discrimination . . . . .	33
b)	L'application à la relation d'emploi ou du travail . . . . .	36
c)	L'analyse judiciaire . . . . .	48
2.	L'accès à l'égalité . . . . .	57
B.	Le droit à l'intégrité de la personne . . . . .	60
C.	Le droit à la dignité, à l'honneur et à la réputation . .	61
D.	Le droit au respect de la vie privée . . . . .	63
E.	Le droit à des conditions de travail justes et raisonnables . . . . .	69
F.	La liberté d'association . . . . .	70
III-	La mise en œuvre et les recours . . . . .	74
A.	La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse . . . . .	74
B.	Le régime de responsabilité et de redressement . . . .	75
1.	La responsabilité . . . . .	76
2.	Les redressements . . . . .	80
C.	Les voies de recours . . . . .	84
1.	Le recours spécialisé de la Charte . . . . .	85
a)	L'enquête . . . . .	85
b)	Le Tribunal des droits de la personne . . . . .	89
2.	Le tribunal de droit commun . . . . .	93
3.	Les tribunaux administratifs spécialisés . . . . .	94

## TITRE I

### LES RAPPORTS INDIVIDUELS DE TRAVAIL

Chapitre 1 :	Le contrat de travail . . . . .	99
I-	La nature et la formation . . . . .	100
A.	La nature . . . . .	100
1.	Les éléments constitutifs caractéristiques . . . . .	100
a)	Le travail . . . . .	100

---

b) La rémunération .....	101
c) La subordination .....	102
2. Les caractères contractuels communs .....	109
B. La formation .....	111
1. Les parties .....	111
2. L'accord de volontés .....	115
II- Les obligations .....	117
A. Les obligations du salarié .....	117
1. Les obligations relatives au travail .....	117
a) L'exécution personnelle .....	117
b) Le devoir d'obéissance .....	118
c) La prudence et la diligence .....	118
d) La loyauté, l'honnêteté, la discrétion et la non-concurrence .....	121
– Les clauses de non-concurrence .....	129
2. Les obligations relatives à la rémunération ....	135
a) La restitution de l'indu .....	135
b) Le paiement des créanciers .....	136
c) Le traitement fiscal .....	140
B. Les obligations de l'employeur .....	145
1. Les obligations relatives au travail .....	145
a) La fourniture du travail .....	145
b) La protection de l'intégrité et de la dignité du salarié .....	151
c) La responsabilité civile .....	153
2. Les obligations relatives à la rémunération ....	154
a) Le paiement .....	154
b) La garantie de la créance salariale .....	156

---

III-	La durée . . . . .	159
A.	Les types de contrat . . . . .	160
1.	Le contrat à durée déterminée . . . . .	160
2.	Le contrat à durée indéterminée . . . . .	162
B.	La continuité du contrat en cas de cession d'entreprise . . . . .	165
C.	La terminaison du contrat . . . . .	170
1.	Les modes communs d'extinction . . . . .	171
a)	L'entente ou la transaction . . . . .	171
b)	La force majeure . . . . .	172
c)	Le décès . . . . .	173
d)	La résiliation pour motif sérieux . . . . .	174
2.	L'échéance du contrat à durée déterminée . . . . .	182
3.	La terminaison du contrat à durée indéterminée . . . . .	183
4.	Le certificat de travail . . . . .	189
IV-	Les recours . . . . .	189
A.	Les recours de l'employeur . . . . .	191
B.	Les recours du salarié . . . . .	193
1.	Le licenciement irrégulier . . . . .	193
2.	La rémunération . . . . .	199
Chapitre 2 : Les normes du travail . . . . .		201
I-	Le champ d'application des normes du travail . . . . .	202
A.	La couverture . . . . .	202
B.	Les exclusions . . . . .	205
II-	Le salaire . . . . .	208
III-	La durée du travail . . . . .	214
A.	La semaine normale de travail . . . . .	214
B.	Les repos et les congés . . . . .	221
1.	Les repos . . . . .	221

---

2.	Les congés fériés, chômés et payés . . . . .	221
3.	Le congé annuel . . . . .	223
4.	Les congés familiaux et parentaux . . . . .	227
a)	Les événements familiaux . . . . .	227
b)	La grossesse et la maternité . . . . .	229
c)	Le congé parental . . . . .	233
5.	L'absence pour cause de maladie ou d'accident . . . . .	235
6.	L'absence par suite d'un acte criminel, d'une disparition ou d'un suicide . . . . .	237
7.	Les absences des salariés réservistes . . . . .	238
IV-	L'égalité de traitement et le statut de salarié . . . . .	239
V-	Le travail des enfants . . . . .	241
VI-	La protection de l'emploi . . . . .	242
A.	Les pratiques interdites . . . . .	242
B.	Le congédiement sans cause juste et suffisante . . . . .	245
C.	L'avis de cessation d'emploi ou de mise à pied . . . . .	246
1.	Avis de licenciement individuel . . . . .	246
2.	Avis de licenciement collectif . . . . .	249
D.	Le certificat de travail . . . . .	253
VII-	Le placement de personnel et les travailleurs étrangers temporaires . . . . .	254
A.	Les agences de placement et les agences de recrutement . . . . .	254
B.	Les obligations de l'employeur d'un travailleur étranger temporaire . . . . .	254
VIII-	L'effet des normes . . . . .	255
IX-	La surveillance et la sanction des normes . . . . .	259
A.	La surveillance : la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail . . . . .	259
B.	La sanction civile des normes . . . . .	260
1.	Les réclamations pécuniaires . . . . .	260

---

2. Les pratiques interdites . . . . .	266
3. Le congédiement sans cause juste et suffisante . . . . .	270
a) Les conditions d'ouverture . . . . .	270
i) Le service continu . . . . .	270
ii) Le congédiement. . . . .	273
iii) L'absence de recours équivalent . . . . .	276
b) La procédure . . . . .	278
c) La décision . . . . .	279
d) La coexistence d'autres recours . . . . .	282
C. Le harcèlement psychologique . . . . .	284
1. Généralités . . . . .	284
2. Définition et conditions d'application du harcèlement psychologique dans la L.N.T. . . . .	285
a) Définition du harcèlement psychologique . . . . .	285
b) Conditions d'application du harcèlement psychologique . . . . .	286
c) Analyse des conditions d'application par les tribunaux . . . . .	289
d) Les obligations de l'employeur . . . . .	291
3. Les recours en cas de harcèlement psychologique . . . . .	293
a) Forum compétent . . . . .	293
i) Les salariés non syndiqués . . . . .	293
ii) Les salariés syndiqués . . . . .	296
D. Le recours concernant certaines disparités de traitement . . . . .	298
E. La sanction pénale des normes . . . . .	298
Chapitre 3 : La santé et la sécurité du travail . . . . .	299
I- L'objet et le champ d'application de la L.A.T.M.P. . . . .	304
A. L'objet et les conditions d'application . . . . .	304
B. Les personnes assujetties à la L.A.T.M.P. . . . .	306

---

C.	Les lésions professionnelles .....	309
D.	Avis et procédure de réclamation .....	317
E.	Les modalités de réparation .....	319
F.	L'assistance médicale .....	321
G.	La procédure d'évaluation médicale .....	322
H.	La réadaptation .....	324
I.	Le droit au retour au travail .....	328
J.	Les recours .....	329
1.	Responsabilité civile .....	329
2.	La compétence de la CNESST .....	331
3.	Le Tribunal administratif du travail – Division de la santé et de la sécurité du travail .....	334
K.	Les dispositions pénales .....	337
II-	L'objet et le champ d'application de la L.S.S.T. ....	340
A.	L'objet .....	340
B.	Le champ d'application .....	341
III-	Les droits et obligations du travailleur .....	342
A.	Les droits .....	343
1.	Les droits généraux .....	343
2.	Le droit de refus .....	343
3.	Le retrait préventif en raison d'un contaminant	349
4.	Le retrait préventif de la travailleuse enceinte ou qui allaite .....	351
B.	Les obligations .....	356
IV-	Les droits et obligations de l'employeur .....	356
V-	Les intervenants .....	360
A.	La Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail .....	361
B.	Le Tribunal administratif du travail – Division de la santé et de la sécurité du travail .....	362
C.	Les comités de santé et de sécurité .....	362

D.	Le représentant à la prévention	363
E.	Le médecin responsable des services de santé d'un établissement	363
F.	Le directeur de santé publique	364
G.	Les inspecteurs	364
VI-	Les recours	366
A.	Les recours civils	366
B.	Les poursuites pénales	367
C.	Les poursuites criminelles	372

## TITRE II

### LES RAPPORTS COLLECTIFS DE TRAVAIL

Chapitre 1 : Le <i>Code du travail</i> : champ et autorités d'application		383
I-	Le champ d'application	384
A.	Le cadre général	384
B.	Les exclusions	385
1.	Le personnel de gérance	387
2.	Les administrateurs et les dirigeants d'une personne morale	392
3.	Les fonctions confidentielles dans la fonction publique	393
4.	Les exclusions nommées	394
C.	Le changement de statut	395
II-	Les autorités d'application	396
A.	L'autorité administrative	397
B.	Les autorités juridictionnelles	398
1.	Le Tribunal administratif du travail	398
a)	Le statut du Tribunal administratif du travail	398
b)	Les divisions du T.A.T.	399



---

c) La composition du T.A.T. ....	401
i) Le président et les deux vice-présidents .	401
ii) Les membres .....	403
iii) Les agents de relations du travail.....	404
iv) Les membres du personnel .....	404
d) Le rôle et la compétence du T.A.T. ....	405
i) Le <i>Code du travail</i> .....	405
ii) Les autres lois .....	408
e) Les pouvoirs du T.A.T. ....	409
i) Le pouvoir d'enquête .....	409
ii) Le pouvoir de conciliation .....	410
iii) Le pouvoir de décision .....	411
iv) Les pouvoirs d'ordonnance et de réparation.....	413
v) Le pouvoir de révision ou de révocation .	418
vi) Les pouvoirs discrétionnaires .....	422
f) Le processus décisionnel .....	423
i) L'introduction de la demande .....	423
ii) Le traitement de la demande .....	425
iii) La décision .....	428
2. Les services essentiels .....	431
3. Les instances pénales .....	432
Chapitre 2 : La liberté d'association .....	435
I- Les droits individuels .....	437
A. Le contenu .....	437
1. Le droit d'appartenance et de participation ....	437
2. Le droit d'abstention .....	444
B. La sanction .....	445
1. Les recours pénaux .....	445
2. Les recours civils .....	446

---

a) Les recours généraux .....	446
b) Le recours spécifique .....	446
II- Les droits associatifs .....	465
A. Le contenu .....	465
1. Le droit d'existence .....	465
2. Le droit de recrutement .....	465
3. Le droit d'affiliation .....	467
4. Le droit d'action collective .....	468
a) Les chartes .....	468
b) Le <i>Code du travail</i> .....	477
5. Le droit à l'autonomie .....	477
B. La sanction .....	482
1. Les recours civils .....	482
2. Les poursuites pénales .....	483
Chapitre 3 : La procédure d'accréditation .....	485
I- La requête en accréditation .....	486
A. L'association requérante .....	486
B. Les délais de recevabilité .....	489
1. Le régime général .....	489
a) Le premier dépôt .....	489
b) L'inefficacité de l'association accréditée ....	493
c) L'expiration d'une convention collective ....	494
d) Le défaut de déposer une convention collective .....	496
2. Le régime applicable aux secteurs public et parapublic .....	498
C. Les formalités .....	500
1. La teneur .....	500
a) La requête .....	500
b) La résolution .....	501

---

c) Les formules d'adhésion et les autres informations . . . . .	502
d) La copie à l'employeur et ses obligations . . .	504
2. Le contrôle . . . . .	504
II- L'unité de négociation . . . . .	506
A. Les incidences de la description de l'unité de négociation . . . . .	509
B. La détermination du caractère approprié de l'unité de négociation . . . . .	510
C. Les modifications à l'unité de négociation . . . . .	519
1. Les modifications à l'unité demandées par requête . . . . .	519
2. Les modifications aux unités existantes . . . . .	521
III- Le caractère représentatif . . . . .	524
A. Le calcul des effectifs . . . . .	525
B. Le scrutin secret . . . . .	532
1. Les situations de recours au vote par scrutin secret . . . . .	532
a) Par un agent de relations du travail . . . . .	532
b) Par le Tribunal administratif du travail . . . . .	533
2. Les modalités du vote . . . . .	536
3. Les obligations des parties . . . . .	539
4. La majorité et l'effet du vote . . . . .	540
IV- Le traitement de la requête . . . . .	541
A. L'agent de relations du travail . . . . .	541
B. Le Tribunal administratif du travail . . . . .	546
1. L'unité de négociation et les personnes visées . . . . .	546
2. Le caractère représentatif . . . . .	547
V- La décision . . . . .	549

---

Chapitre 4 : La vie de l'accréditation .....	551
I- Les droits, pouvoirs et obligations de l'association accréditée .....	552
A. Les droits et pouvoirs .....	552
1. Le pouvoir de représentation .....	552
2. Les autres droits .....	554
B. Les obligations .....	556
1. L'obligation de représentation .....	556
a) La source .....	556
b) La teneur .....	558
c) L'application .....	563
i) Les services obligatoires .....	563
ii) Les services facultatifs .....	571
iii) La gestion interne du syndicat .....	573
d) La sanction .....	573
i) Les cas de renvoi ou de mesure disciplinaire .....	575
ii) Les autres cas .....	581
2. Les autres obligations .....	582
II- Les effets sur les accréditations existantes et la convention collective .....	582
III- Le rattachement à l'entreprise .....	583
A. La mesure d'ordre public .....	584
B. L'application automatique .....	585
C. Les conditions d'application .....	588
1. Le changement d'employeur .....	588
2. La continuité de l'entreprise .....	589
a) L'entreprise .....	589
b) La transmission .....	592
i) L'aliénation .....	594

---

ii) La concession . . . . .	596
D. Les effets . . . . .	601
1. Les droits collectifs . . . . .	601
a) Le régime général . . . . .	601
b) Le régime propre à la concession partielle . . . . .	603
2. Les droits individuels . . . . .	608
3. Le règlement des difficultés . . . . .	610
E. Le changement de compétence législative . . . . .	613
IV- L'actualisation . . . . .	614
V- La révocation . . . . .	622
Chapitre 5 : La négociation collective et l'arbitrage des différends . . . . .	627
I- La négociation collective . . . . .	628
A. L'avis de négociation . . . . .	628
B. L'obligation de négocier . . . . .	632
1. Le contenu . . . . .	632
2. La durée . . . . .	639
3. Les sanctions . . . . .	640
a) La sanction pénale . . . . .	640
b) La sanction civile . . . . .	643
C. Le déroulement de la négociation . . . . .	645
D. La conciliation . . . . .	647
E. La suspension de la négociation . . . . .	649
F. Le maintien des conditions de travail . . . . .	650
G. Le vote sur les dernières offres de l'employeur . . . . .	656
H. Les secteurs public et parapublic . . . . .	660
II- L'arbitrage des différends . . . . .	660
A. L'arbitrage volontaire . . . . .	661
B. L'arbitrage obligatoire . . . . .	663
1. Les policiers et les pompiers . . . . .	663

---

2. La première convention collective . . . . .	665
C. Le contrôle judiciaire . . . . .	667
Chapitre 6 : Les conflits de négociation : grève, lock-out, piquetage . . . . .	669
I- La grève . . . . .	669
A. Le droit de grève . . . . .	669
B. Les conditions d'exercice . . . . .	674
1. Le régime général . . . . .	674
a) Le temps . . . . .	674
b) Le vote . . . . .	675
c) L'avis au ministre . . . . .	676
2. Le régime applicable aux services publics . . . . .	677
a) Le maintien des services essentiels . . . . .	678
b) L'avis préalable . . . . .	681
3. Le régime applicable aux secteurs public et parapublic . . . . .	682
a) Les commissions scolaires et les collèges . . . . .	684
b) Les établissements de santé et de services sociaux . . . . .	685
c) Le gouvernement et les organismes gouvernementaux . . . . .	687
II- La réalité et les formes de la grève . . . . .	688
A. La cessation du travail . . . . .	689
B. La concertation . . . . .	691
III- Le lock-out . . . . .	692
IV- Les effets de la grève et du lock-out . . . . .	696
A. L'arrêt du travail dans l'unité de négociation . . . . .	696
1. L'utilisation des services des salariés en grève ou en lock-out . . . . .	697
2. L'utilisation des services d'autres employés de l'employeur . . . . .	697

---

3. L'utilisation des services d'un entrepreneur ou des employés d'un autre employeur . . . . .	699
B. Le maintien du lien d'emploi . . . . .	704
C. La fin de la grève . . . . .	707
V- Le piquetage . . . . .	708
VI- Les sanctions . . . . .	712
A. La sanction pénale . . . . .	712
B. La sanction civile . . . . .	713
1. Le régime général . . . . .	713
2. Les services publics et les secteurs public et parapublic . . . . .	715
Chapitre 7 : La convention collective . . . . .	719
I- Le contenu de la convention collective . . . . .	719
A. Le contenu explicite . . . . .	719
B. Le contenu implicite . . . . .	728
C. Les pratiques et contenus usuels . . . . .	733
II- Les formalités . . . . .	737
III- La durée . . . . .	742
IV- Les effets . . . . .	748
Chapitre 8 : L'arbitrage des griefs . . . . .	753
I- La compétence de l'arbitre : étendue et caractère . . . . .	753
A. L'étendue . . . . .	754
1. La compétence matérielle . . . . .	754
2. La compétence personnelle . . . . .	761
B. Le caractère . . . . .	763
II- Le statut de l'arbitre . . . . .	767
III- La nomination de l'arbitre . . . . .	768
IV- L'accès à l'arbitrage . . . . .	770
A. Les délais . . . . .	771
B. La propriété du grief . . . . .	777

V-	La procédure et la preuve . . . . .	778
	A. L'audition des parties . . . . .	778
	B. La preuve . . . . .	783
VI-	Les règles d'interprétation et d'application . . . . .	790
VII-	La sentence . . . . .	795
	A. Les formalités . . . . .	795
	B. L'objet . . . . .	799
	1. L'obligation de décider . . . . .	799
	2. Le pouvoir de redressement . . . . .	802
	C. L'effet . . . . .	810
VIII-	Le tribunal de droit commun et la convention collective . . . . .	812
	A. L'application de la convention collective . . . . .	812
	B. L'exécution de la sentence arbitrale . . . . .	815
	C. Le contrôle judiciaire . . . . .	816
	1. La recevabilité du recours . . . . .	816
	2. La norme de contrôle . . . . .	818
	3. L'effet du contrôle . . . . .	823
	BIBLIOGRAPHIE . . . . .	825
	TABLE DE LA LÉGISLATION . . . . .	839
	TABLE JURISPRUDENTIELLE . . . . .	895
	INDEX ANALYTIQUE . . . . .	1115